

STATISTIQUES 2021-2022
XVIème législature
(22 juin 2022 – 30 septembre 2022)



LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET	Commission des affaires étrangères.
CULT	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO	Commission des affaires économiques.
FIN	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC	Commission des affaires sociales.

GROUPES POLITIQUES

RE	Renaissance.
RN	Rassemblement National.
LFI - NUPES	La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale.
LR	Les Républicains.
Dem	Démocrate (MoDem et Indépendants).
SOC	Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES).
HOR	Horizons et apparentés.
Ecolos - NUPES	Écologistes - NUPES.
GDR - NUPES	Gauche démocrate et républicaine - NUPES.
LIOT	Libertés, Indépendants, outre-mer et Territoires.
NI	Députés non inscrits.

DIVERS

adt(s)	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « art. 49, al. 3 C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 C.).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37, al. 2 C.).
LD	Lecture définitive.
L.O.	Loi organique.
NL	Nouvelle lecture.
PA	Procédure accélérée.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (application de l'art. 88-4 C.).
Pj. AN	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
QG	Questions au Gouvernement.
QOSD	Questions orales sans débat.
R	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

-	Néant.
//	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	8
1.1. Répartition géographique des sièges	8
1.2. Effectifs des groupes.....	8
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	10
1.3.1. <i>Remplacement de députés</i>	10
1.3.2. <i>Ministres reprenant leur mandat de député</i>	10
1.3.3. <i>Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales</i>	10
1.3.4. <i>Élections partielles.....</i>	10
1.3.5. <i>Sièges vacants au 30 septembre 2022</i>	10
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés.....	11
1.4.1. <i>Répartition par tranche d'âge et par groupe.....</i>	11
1.4.2. <i>Moyenne d'âge par groupe</i>	12
1.4.3. <i>Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle</i>	13
1.4.4. <i>Nombre de mandats de député</i>	14
1.5. Contestations d'opérations électorales	15
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement.....	15
1.7. Immunités parlementaires	15
1.7.1. <i>Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté.....</i>	15
1.7.2. <i>Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite</i>	15
1.7.3. <i>Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.....</i>	15
1.8. Incompatibilités parlementaires.....	15

2. Bilan d'activité.....	17
2.1. Congrès du Parlement.....	17
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	17
2.2.1. <i>Sessions et séances publiques</i>	17
2.2.2. <i>Impressions parlementaires.....</i>	18
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	19
2.3.1. <i>Travaux des commissions.....</i>	19
2.3.2. <i>Répartition des rapporteurs par groupe</i>	22
2.3.3. <i>Auditions des commissions sur des nominations</i>	23
2.4. Commission des affaires européennes	23
2.4.1. <i>Travaux de la commission des affaires européennes</i>	23
2.4.2. <i>Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.....</i>	23
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	24
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	24
2.6.1. <i>Délégations de l'Assemblée nationale.....</i>	24
2.6.2. <i>Offices parlementaires.....</i>	24
2.6.3. <i>Activités parlementaires internationales.....</i>	24
2.7. Commissions d'enquête	24
3. Examen des textes	26
3.1. Projets et propositions de loi.....	26
3.1.1. <i>Textes déposés</i>	26
3.1.2. <i>Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2022</i>	26
3.1.3. <i>Textes en instance de lecture au 30 septembre 2022.....</i>	27
3.1.4. <i>Récapitulatif des textes pris en compte</i>	28
3.1.6. <i>Délai entre le dépôt et l'adoption définitive</i>	28
3.2. Propositions de résolution.....	30
4. Eléments de procédure.....	33
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	33
4.1.1. <i>Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C</i>	33

<i>4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.</i>	34
<i>4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1 C.</i>	34
<i>4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.</i>	35
<i>4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.</i>	35
4.2. Procédures accélérées	36
4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)	37
4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.)	37
4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)	37
4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)	38
4.7. Secondes délibérations	38
4.8. Commissions mixtes paritaires	38
<i>4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire</i>	38
<i>4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires</i>	39
<i>4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure</i>	40
<i>4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure</i>	40
4.9. Amendements	41
<i>4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique</i>	41
<i>4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance</i>	43
<i>4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session</i>	44
4.10. Votes bloqués	47
4.11. Scrutins publics	47
4.12. Incidents de séance	47
4.13. Décisions du Conseil constitutionnel	47
5. Déclarations et débats	49
6. Engagements de responsabilité et censure	51

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	51
6.2. Motions de censure	51
7. Questions	53
7.1. Questions orales.....	53
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement.....	53
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	54
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle	54
7.2. Questions écrites.....	54
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses	54
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées.....	55
Annexes	56
Annexe I : <i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	57
Annexe II : <i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	59
Annexe III : <i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations</i>	60
Annexe IV :	
<i>Projets de loi rejetés définitivement</i>	61
<i>Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées</i>	61
<i>Propositions de loi du Sénat rejetées</i>	61
Annexe V : <i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	62
Annexe VI : <i>Textes examinés en application de l'article 29 C.</i>	63
Annexe VII : <i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée</i>	64
Annexe VIII : <i>Commissions mixtes paritaires</i>	66
Annexe IX : <i>Liste chronologique des scrutins</i>	67
Annexe X : <i>Décisions du Conseil constitutionnel</i>	69
Annexe XI : <i>Déclarations et débats</i>	72
Annexe XII : <i>Engagements de responsabilité et censure (art. 49 C.)</i>	73
Annexe XIII : <i>Répartition des réponses aux questions orales et écrites</i>	74

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 C.	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

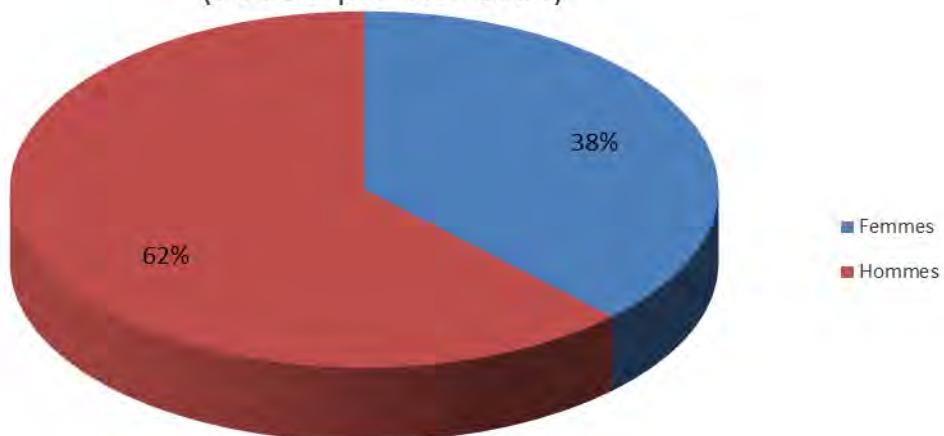
1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 29 juin 2022			Au 30 septembre 2022		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
Renaissance	168	4	172	166	4	170
Rassemblement National	88	1	89	88	1	89
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	75	-	75	75	-	75
Les Républicains	59	3	62	59	3	62
Démocrate (MoDem et Indépendants)	48	-	48	50	-	50
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	27	4	31	27	4	31
Horizons et apparentés	28	2	30	28	2	30
Écologistes - NUPES	23	-	23	23	-	23
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	22	-	22	22	-	22
Libertés, Indépendants, outre-mer et Territoires	16	-	16	20	-	20
Total des groupes	554	14	568	558	14	572
Députés non inscrits			9			4
Total des sièges pourvus			577⁽¹⁾			576⁽²⁾
Sièges vacants			-			1
Total des sièges			577			577

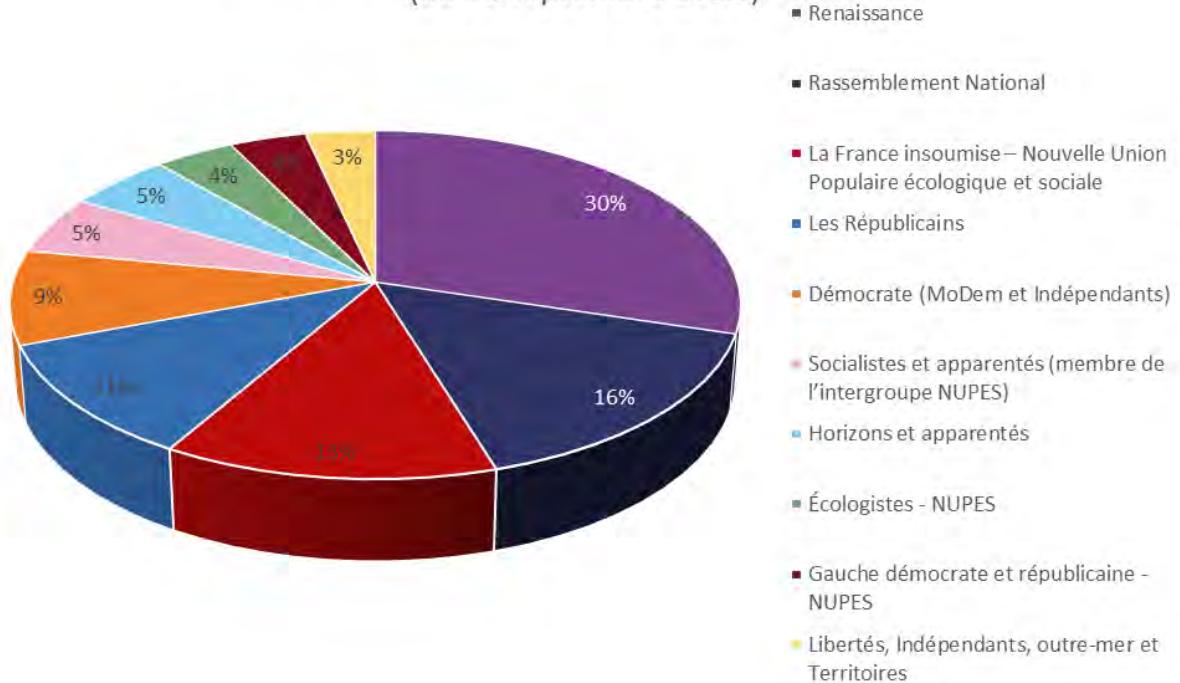
¹ Dont 215 femmes : 69 RE, 33 RN, 32 LFI – NUPES, 18 LR, 20 Dem, 11 SOC, 10 HOR, 13 Ecolo - NUPES, 4 GDR - NUPES, 3 LIOT, 2 non inscrites.

² Dont 217 femmes : 72 RE, 33 RN, 32 LFI – NUPES, 18 LR, 19 Dem, 11 SOC, 10 HOR, 13 Ecolo - NUPES, 4 GDR - NUPES, 3 LIOT, 2 non inscrites.

Répartition des députés par sexe
(au 30 septembre 2022)



Répartition des députés par groupe politique
(au 30 septembre 2022)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale⁽³⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	-
– démission pour cause d'incompatibilité	-
– nomination à des fonctions ministérielles	21
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	-

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député 1

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales -

1.3.4. Élections partielles

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	-
– démission d'office	-
– démission volontaire	-
– autre (démission ou absence du suppléant)	-

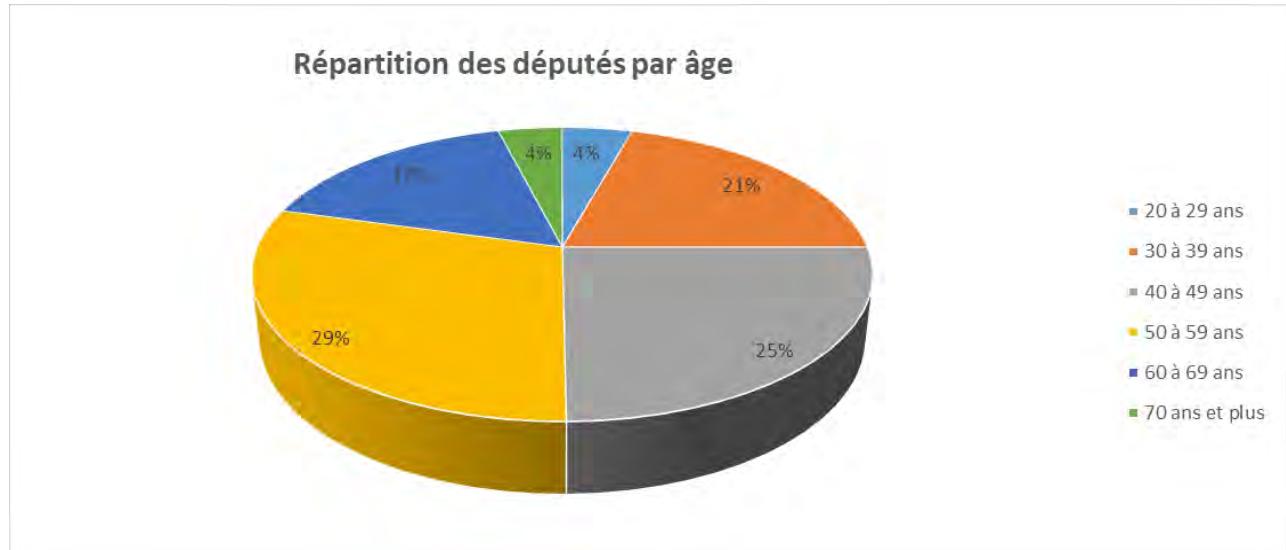
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2022 1

³ Voir annexe I.

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
de 20 à 24 ans	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	3
de 25 à 29 ans	5	9	4	1	1	1	-	1	-	-	-	22
de 30 à 34 ans	16	14	14	5	-	2	1	3	-	-	-	55
de 35 à 39 ans	18	10	11	10	-	1	4	3	5	2	-	64
de 40 à 44 ans	20	7	13	4	8	1	3	6	2	1	-	65
de 45 à 49 ans	24	13	13	-	11	3	4	4	2	4	-	78
de 50 à 54 ans	32	12	8	15	6	6	7	3	5	1	1	96
de 55 à 59 ans	23	8	5	10	5	8	7	2	2	3	1	74
de 60 à 64 ans	17	5	4	11	12	4	3	1	3	5	2	67
de 65 à 69 ans	9	3	2	4	5	3	1	-	1	1	-	29
70 ans et plus	6	7	-	2	2	2	-	-	1	3	-	23
Total	170	89	75	62	50	31	30	23	22	20	4	576



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

Groupes	Âge moyen
Renaissance	49 ans et 6 mois
Rassemblement National	46 ans et 5 mois
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	43 ans et 4 mois
Les Républicains	51 ans et 5 mois
Démocrate (MoDem et Indépendants)	54 ans et 8 mois
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	54 ans et 4 mois
Horizons et apparentés	50 ans et 10 mois
Écologistes - NUPES	43 ans et 11 mois
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	49 ans et 5 mois
Libertés, Indépendants, outre-mer et Territoires	57 ans et 3 mois
Moyenne générale	49 ans et 4 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Profession	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Agriculteurs exploitants	3	2	-	3	2	1	1	-	-	-	-	12
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	2	-	1	1	-	1	-	-	-	-	6
Anciens cadres et professions intermédiaires	7	1	2	2	1	1	1	2	1	3	-	21
Anciens employés et ouvriers	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Artisans	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Cadres d'entreprise	44	18	4	14	16	10	5	2	1	4	2	120
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	46	18	33	19	14	18	9	10	7	5	2	181
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	13	2	1	2	2	-	1	-	-	1	-	22
Commerçants et assimilés	7	2	-	1	2	-	1	-	-	-	-	13
Contremaîtres, agents de maîtrise	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Employés administratifs d'entreprise	1	-	3	1	2	-	-	-	2	-	-	9
Employés de commerce	-	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Employés de la fonction publique	3	5	4	1	-	-	1	-	1	-	-	15
Inactifs divers (autres que retraités)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers agricoles	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers non qualifiés	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouvriers qualifiés	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Personnels des services directs aux particuliers	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1	3	3	-	1	-	-	-	1	-	-	9
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	9	2	11	1	1	-	2	3	4	1	-	34
Professions libérales et assimilés	27	17	3	12	7	-	8	4	2	5	-	85
Techniciens	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2
Sans profession déclarée	7	6	4	4	1	1	-	2	2	1	-	28
Total	170	89	75	62	50	31	30	23	22	20	4	576

1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
1 mandat	57	83	61	14	16	13	15	19	11	5	-	294
2 mandats	99	6	13	25	32	7	13	3	9	9	1	217
3 mandats	8	-	1	13	1	7	-	-	1	2	-	33
4 mandats	3	-	-	5	1	3	1	-	-	1	1	15
5 mandats	1	-	-	2	-	1	1	1	1	1	1	9
6 mandats	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	1	5
7 mandats	1	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	3
Total	170	89	75	62	50	31	30	23	22	20	4	576



1.5. Contestations d'opérations électorales ⁽⁴⁾

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Saisines au cours de la période	99	577 ⁽⁵⁾
Requêtes :		
• devenues sans objet	1	1
• non lieu à statuer	1	1
• rejetées	88	72
• suivies d'annulation	9	7
• inéligibilités	-	-
• non lieu à prononcer l'inéligibilité	-	-

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁶⁾

Missions confiées au cours de la période	1
Missions en cours au 30 septembre 2022	1

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	-
--	---

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale	-
------------------------------------	---

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--------------------------------------	---

⁴ Voir annexe X.

⁵ 2 requêtes ont porté sur l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 12 et 19 juin 2022 dans l'ensemble des circonscriptions.

⁶ Voir annexe II.

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

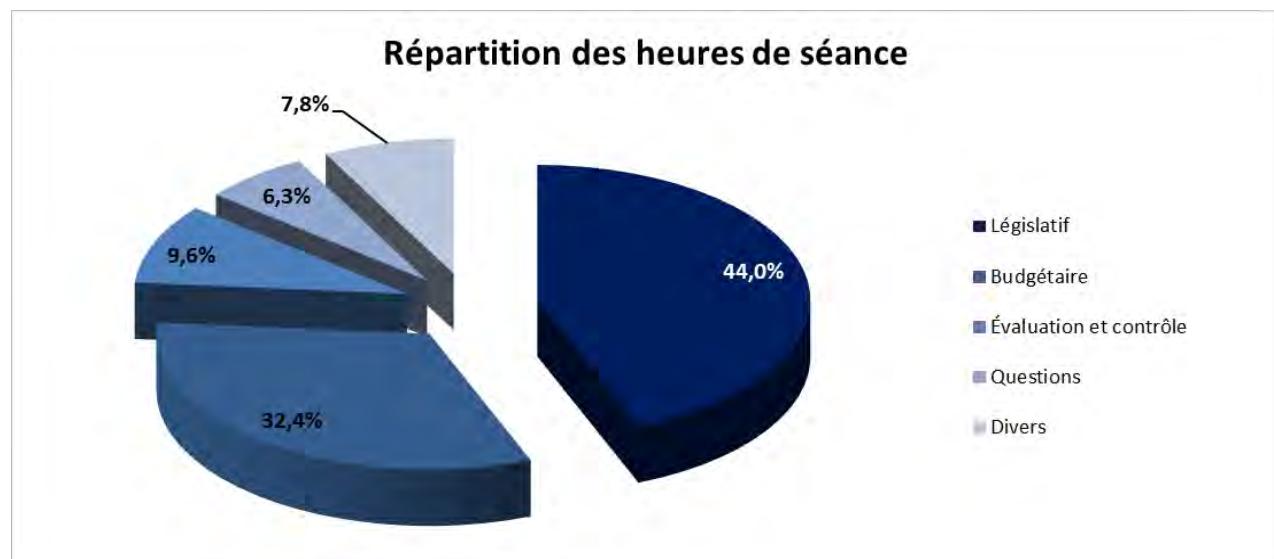
2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DES HEURES DE SÉANCE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽⁷⁾	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 22 juin 2022 au 30 juin 2022	2	2	10 h 10	-	-	-	-	-	10 h 10
Session extraordinaire du 5 juillet 2022 au 4 août 2022	17	32	126 h 05	59 h 55	44 h 05	13 h 05	8 h 35	-	0 h 25
TOTAL	19	34	136 h 15	59 h 55	44 h 05	13 h 05	8 h 35	-	10 h 35



⁷ Dont déclarations, motions de censure et débats.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	41	1 254	8	782	49	2 036
Propositions de loi	203	2 354	0	0	203	2 354
Propositions de résolution	17	212	0	0	17	212
Rapports législatifs ⁽⁸⁾	14	1 816	2	388	16	2 204
Avis	0	0	1	52	1	52
Rapports d'information ⁽⁹⁾	1	52	0	0	1	52
Autres rapports ⁽¹⁰⁾	0	0	0	0	0	0
Totaux	276	5 688	11	1 222	287	6 910

⁸ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

⁹ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

¹⁰ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

- Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Nombre	14	22	15	14	15	12	22	10	-	124
Durée	30 h 30	46 h 00	28 h 50	37 h 05	28 h 30	25 h 15	39 h 20	21 h 55	-	257 h 25
<i>dont examen budgétaire</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnes auditionnées										
Membres du Gouvernement	4	12	5	11	5	2	5	5	-	49
Autres personnalités	37	13	8	1	14	19	12	1	-	105
Total des auditions	41	25	13	12	19	21	17	6	-	154

- Examen des textes

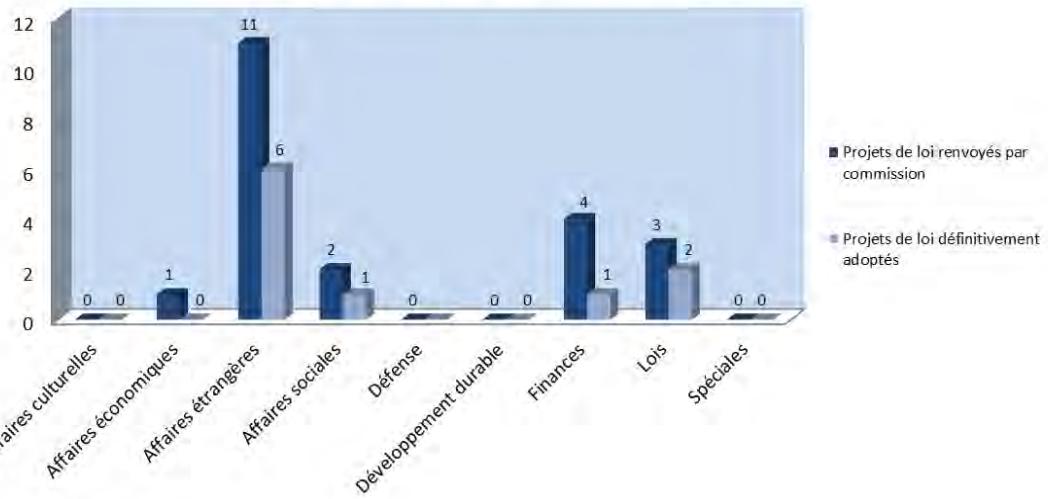
	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	-	1	11 ⁽¹¹⁾	2	-	-	4	3	-	21
Propositions de loi	10	14	-	42	2	18	14	94	-	194
Propositions de résolution ⁽¹²⁾	-	4	-	1	-	2	-	2	-	9
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des textes renvoyés	10	19	11	45	2	20	18	99	-	224
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	-	-	6 ⁽¹³⁾	1	-	-	1	2	-	10
Propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Propositions de résolution ⁽¹²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des textes adoptés définitivement	-	-	6	1	-	-	1	3	-	11

¹¹ Uniquement des conventions.

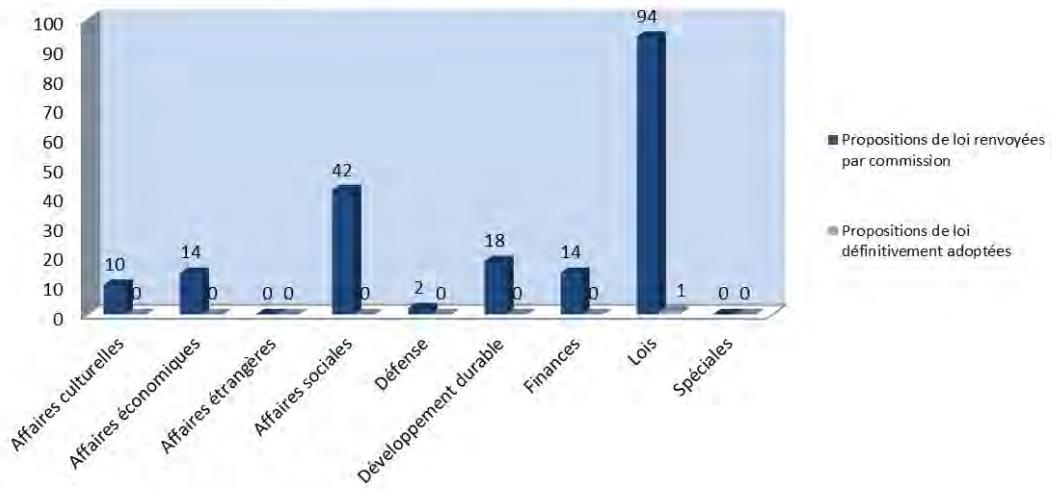
¹² Hors propositions de résolution déposées en application de l'art. 34-1 C.

¹³ Uniquement des conventions.

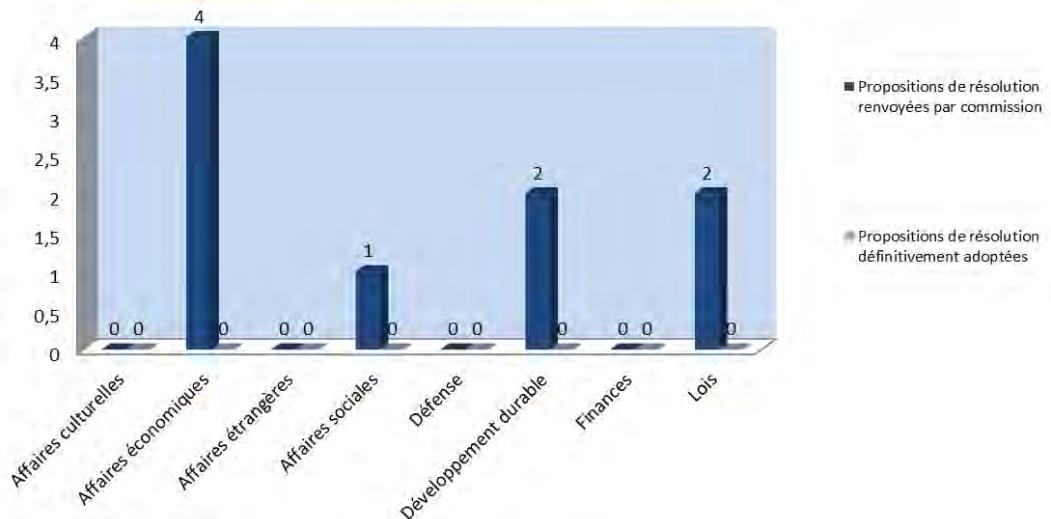
Projets de loi par commission



Propositions de loi par commission



Propositions de résolution par commission



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	-	-	5	2	-	-	2	2	-	11
sur des propositions de loi	-	-	-	1	-	2	1	0	-	4
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	-	-	5	3	-	2	3	2	-	15
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des rapports déposés en lectures suivantes	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2
Total des rapports toutes lectures	-	-	5	3	-	2	5	2	-	17
Annexes au rapport général	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avis										
sur le PLF de l'année	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur d'autres PLF et PLFSS	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
sur des projets de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Rapports d'information	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7 R.)</i>	-	<i>1</i>	-	-	-	-	-	-	-	<i>1</i>
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146 R.)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires⁽¹⁴⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Commissions saisies au fond (toutes lectures)												
- projets de loi	13	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	15
- propositions de loi	1	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	5
- propositions de résolution (hors européennes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	14	-	1	-	5	-	-	-	-	-	-	20
Commissions saisies pour avis (toutes lectures)												
- projets de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Dont européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Commission des finances												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- rapporteurs spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commission des affaires sociales												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- rapporteur général (lectures suivantes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres commissions (avis)												
- sur la loi de finances annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur les autres lois de finances	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹⁴ Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁵⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont rapports d'application</i>	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽¹⁶⁾ 5

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Rapports et textes			
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des art. 88-4 C. et 88-6 C.	Propositions de résolution déposées	
6	8 h 15	1	6	-	235	-	

2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.

Textes déposés durant la période	232
Textes examinés durant la période	216

¹⁵ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information communes à plusieurs commissions, aux missions d'information créées en application de l'art. 145, al. 4 R., à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité.

¹⁶ Voir annexe III.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
1	0 h 30	-	-	-

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	3	4 h 25	-	2	-
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	3	4 h 20	1	1	-
Délégation aux outre-mer	2	4 h 25	-	-	-
Délégation aux droits des enfants ⁽¹⁷⁾	-	-	-	-	-

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	4	5 h 30	-	9	-

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	-	-	-	-	-

2.7. Commissions d'enquête

- Commissions constituées durant la période -
- Rapports déposés durant la période -

¹⁷ Crée par décision de la Conférence des présidents du 13 septembre 2022.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes déposés entre le 22 juin 2022 et le 30 septembre 2022

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	19	5	24
en lectures suivantes	5	-	5
retraits	-	-	-
Nombre total de projets de loi déposés	24	5	29
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	92	104	196
en lectures suivantes	5	1	6
retraits	1	-	1
Nombre total de propositions de loi déposées	96	105	201 ⁽¹⁸⁾

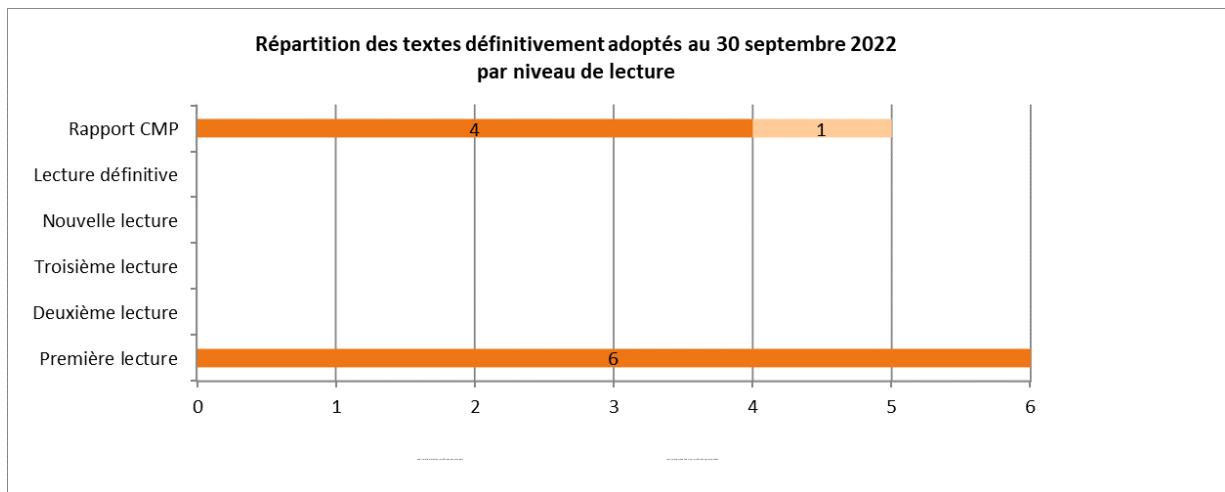
3.1.2. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2022

PROJETS	Déposés à l'AN	Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte						Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
PROJETS	Assemblée nationale	Assemblée nationale		-	-	-	-	-	-
		Sénat	4	-	-	-		3	7
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	2	-	-	-	0	1	3
		Sénat		-	-	-		-	-
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			6	-	-	-	-	4	10 ⁽¹⁹⁾
PROPOSITIONS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		-	-	-	-	1	1
		Sénat	-	-	-	-		-	-
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	-	-	-	-	-	-	-
		Sénat		-	-	-		-	0
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			-	-	-	-	-	1	1 ⁽²⁰⁾

¹⁸ Dont 2 propositions de loi constitutionnelle et 10 propositions de loi organique.

¹⁹ Sur la session 2021-2022, 1 projet de loi a été rejeté définitivement : voir annexe IV.

²⁰ Sur la session 2021-2022, aucune proposition de loi n'a été rejetée.



3.1.3. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2022

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	12	3	15
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	12	3	15
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	-	104	104
en instance de lectures suivantes	4	-	4
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	4	104	108

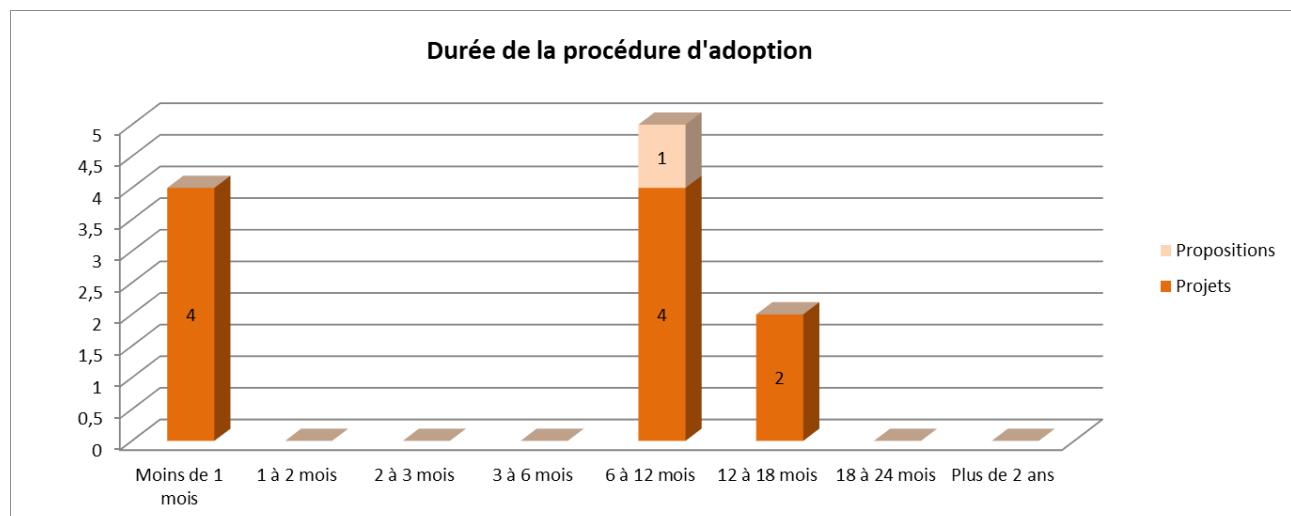
Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	2	-	2
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	2	-	2
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	-	-	-
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	-	-	-

3.1.4. Récapitulatif des textes pris en compte

	Textes déposés à l'AN sur la période	Textes définitivement adoptés	Lois promulguées ⁽²¹⁾
Projets de loi	29	10	10 ⁽²²⁾
Propositions de loi	201	1	1
TOTAL	230	11	11

3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive

	Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total	
PROJETS	Déposés à l'AN	3	-	-	-	2	2	-	-	7
	Déposés au Sénat	1	-	-	-	2	-	-	-	3
PROPOSITIONS	Durée de la procédure d'adoption des projets de loi	4	-	-	-	4	2	-	-	10
	Déposées à l'AN	-	-	-	-	1	-	-	-	1
	Déposées au Sénat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi	-	-	-	-	1	-	-	-	1



²¹ Voir annexe V.

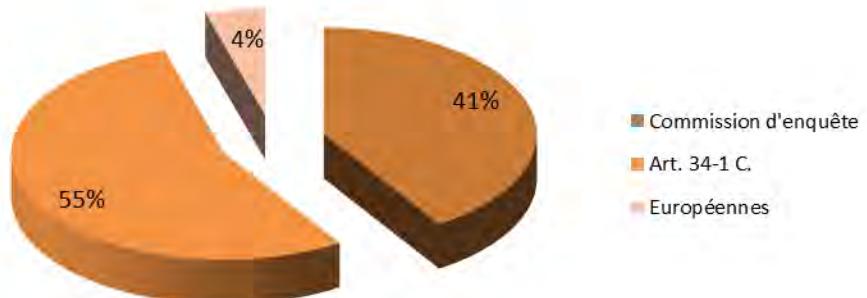
²² Dont 6 projets de loi autorisant l'approbation de traité ou de convention.

		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	181 jours
	Déposés au Sénat	145 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		170 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	197 jours
	Déposées au Sénat	-
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		197 jours

3.2. Propositions de résolution

	RE	RN	LFI - NUPES	LR	Dem	SOC	HOR	Ecolo - NUPES	GDR - NUPES	LIOT	NI	Total
Modification du Règlement de l'Assemblée nationale déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Création de commission d'enquête déposées	-	3	2	1	1	-	-	-	1	1	-	9
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Art. 34-1 C. déposées	2	2	-	4	2	-	-	-	1	-	1	12
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résolutions européennes déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- par un député	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
considérées comme adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suspensions de détention ou de poursuites déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mises en accusation devant la Haute Cour (art. 68) déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Types de résolutions déposées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Eléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C. ⁽²³⁾

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
32 ⁽²⁴⁾	126 h 05 ⁽²⁵⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	3 ⁽²⁶⁾
Questions	4
• <i>Questions au Gouvernement</i>	4
• <i>Questions orales sans débat</i>	-
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	29
Autres ⁽²⁷⁾	5



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	15
• <i>Dont conventions</i>	4
Nombre de propositions de loi	1
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL Textes examinés	10

²³ Voir annexe VI.

²⁴ Dont 3 séances d'examen budgétaire (PLFR).

²⁵ Dont 44 h 05 d'examen budgétaire.

²⁶ Déclarations du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'art. 50-1 C., de politique générale du Gouvernement (6 juillet 2022), relative au bilan de la présidence française de l'Union européenne (28 juillet 2022) et relative au projet de programme de stabilité pour la période 2022-2027 (2 août 2022).

²⁷ Discussion et vote d'une motion de censure, interventions suite à un accident du travail à l'Assemblée nationale et élection et prestation de serment des juges à la Cour de justice de la République.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.

Il n'y a pas eu de semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement sur la période couverte par ce bulletin statistique.

4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 1 C.

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
2	10 h 10

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	-
Questions	-
• <i>Questions au Gouvernement</i>	-
• <i>Questions orales sans débat</i>	-
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	-
Autres	<i>2⁽²⁸⁾</i>

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	-
• <i>Dont conventions</i>	-
Nombre de propositions de loi	-
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL Textes examinés	-

²⁸ Élection du Président de l'Assemblée nationale (28 juin 2022) et élection du Bureau (29 juin 2022).

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Il n'y a pas eu de semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques sur la période couverte par ce bulletin statistique.

4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.

Il n'y a pas eu de jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire sur la période couverte par ce bulletin statistique.

4.2. Procédures accélérées ⁽²⁹⁾

Engagées sur projets de loi	15
• <i>Dont conventions</i>	8
Engagées sur propositions de loi	-
TOTAL	15

Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée ⁽³⁰⁾	7
<i>Dont conventions</i>	3
Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	1
Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée <i>hors conventions</i>	100 % <small>⁽³¹⁾</small>



²⁹ Voir annexe VII.

³⁰ Dont 1 texte budgétaire et 3 textes déposés sous la législature précédente.

³¹ 46 % des textes définitivement adoptés ont été soumis à la procédure accélérée en tenant compte des conventions.

4.3. Procédures d'examen simplifiées

(art. 103 R.)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	2
Oppositions	2
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure <small>(32)(33)</small>	-

4.4. Procédures de législation en commission

(art. 107-1 R.)

Aucun texte de loi n'a fait l'objet, sur la période, d'un examen en séance selon la procédure de législation en commission.

4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)

Aucun texte de loi n'a fait l'objet, sur la période, d'un examen en séance selon la procédure du temps législatif programmé.

³² Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

³³ Projets et propositions.

4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	4	3	-
Motion référendaire	-	-	-
Demande d'ajournement	-	-	-

4.7. Secondes délibérations

Demandes :	
• du Gouvernement	1
• d'une commission	1
• d'un député	-

4.8. Commissions mixtes paritaires ⁽³⁴⁾

4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

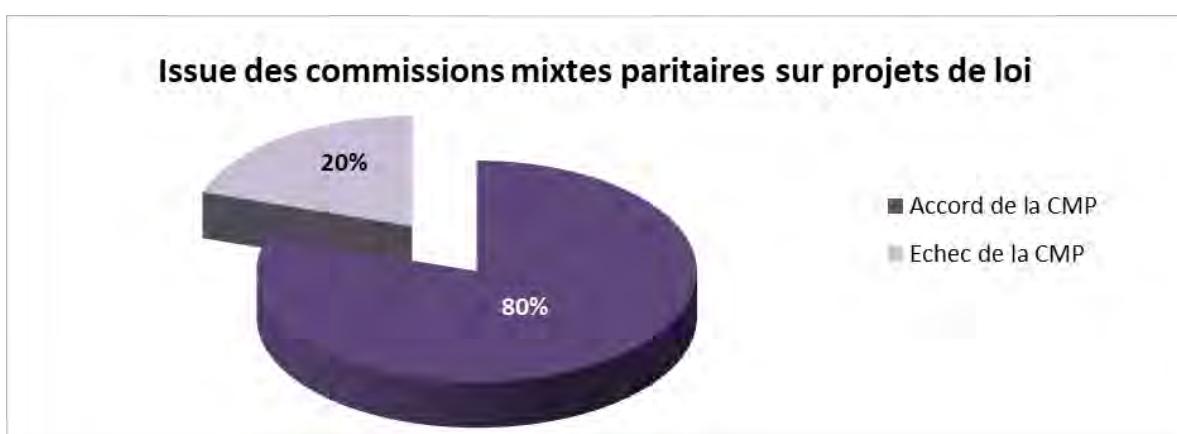
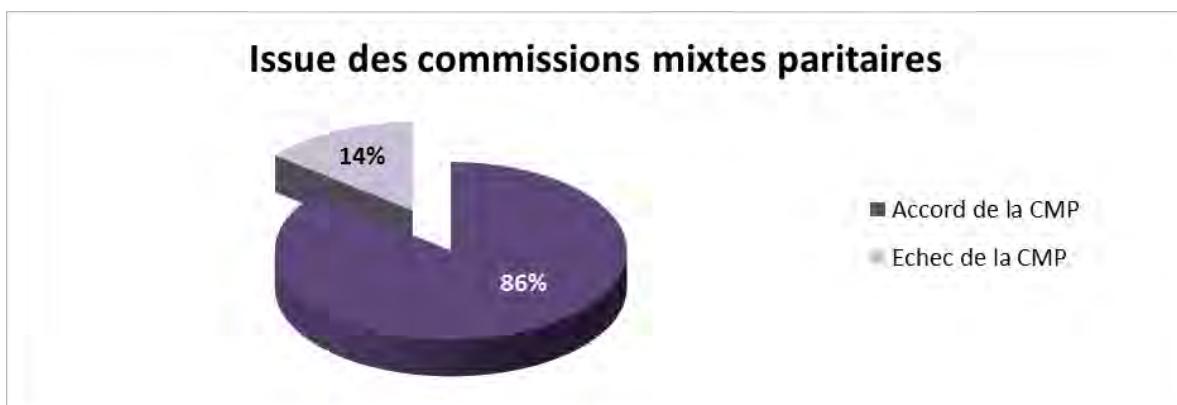
	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture (procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)	5	1	6
Après deuxième lecture	-	-	-
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	5	-	6



³⁴ Voir annexe VIII.

4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires

	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	4	1	5
Échec	1	-	1
TOTAL	5	1	6



4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP			
• <i>Avec amendements</i>	4	1	5
• <i>Sans amendement</i>	2	-	2
Textes restant en instance au 30 septembre 2022	-	-	-
TOTAL	4	1	5

4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

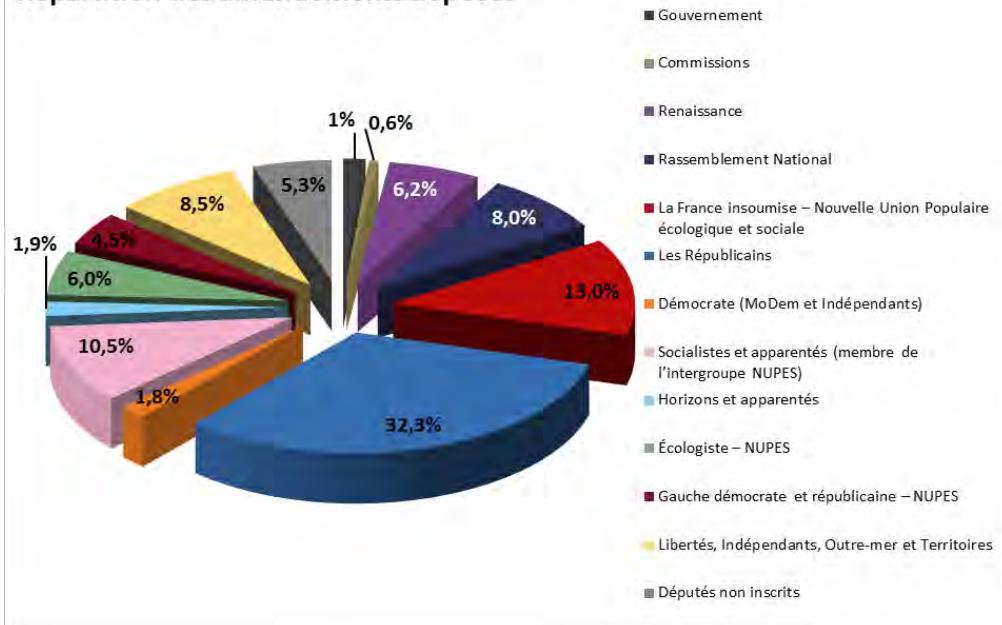
	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• <i>Dernier texte de l'AN avec amendements</i>	-	-	-
• <i>Dernier texte de l'AN sans amendement</i>	-	-	-
Rejet en lecture définitive	1	-	1
Textes restant en instance au 30 septembre 2022	-	-	-
TOTAL	1	-	1

4.9. Amendements

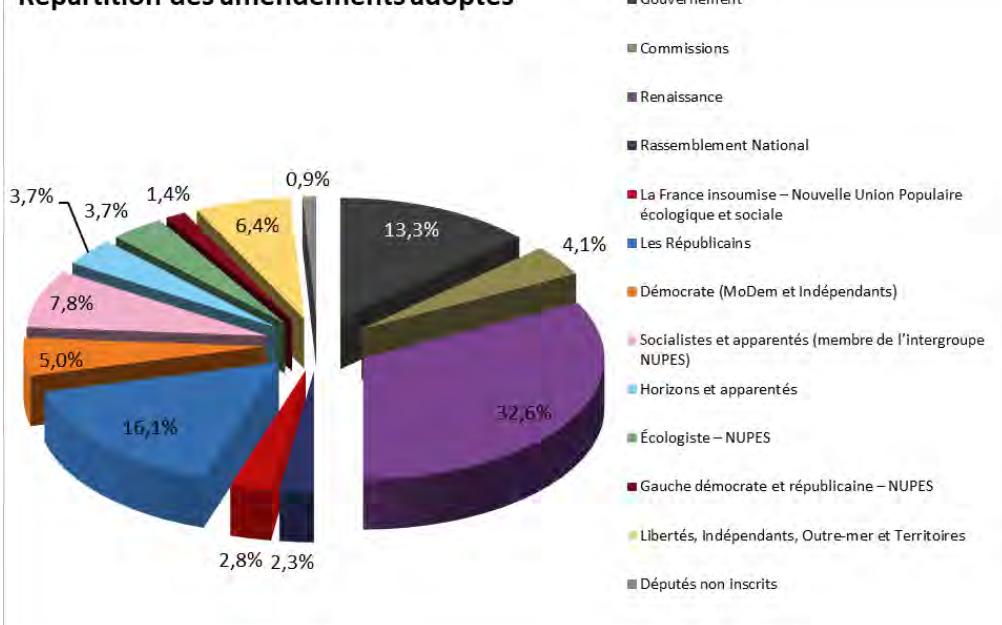
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence	Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 40 C.	Recevables au titre de l'art. 40 C.	Retirés avant discussion et autres irrecevabilités	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
Gouvernement	47	//	47	-	29	61,7 %
Commissions	20	-	20	-	9	45 %
Députés (auteur ou premier signataire)	Renaissance	195	24	171	58	71 36,41 %
	Rassemblement National	254	29	225	64	5 1,97 %
	La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	410	75	335	109	6 1,46 %
	Les Républicains	1 021	160	861	278	35 3,43 %
	Démocrate (MoDem et Indépendants)	58	9	49	30	11 18,97 %
	Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	332	44	288	95	17 5,12 %
	Horizons et apparentés	61	3	58	31	8 13,11 %
	Écologiste – NUPES	189	45	144	57	8 4,23 %
	Gauche démocrate et républicaine – NUPES	141	10	131	34	3 2,13 %
	Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires	270	29	241	100	14 5,19 %
TOTAL	3 165	440	2 725	931	218	6,89 %

Répartition des amendements déposés



Répartition des amendements adoptés

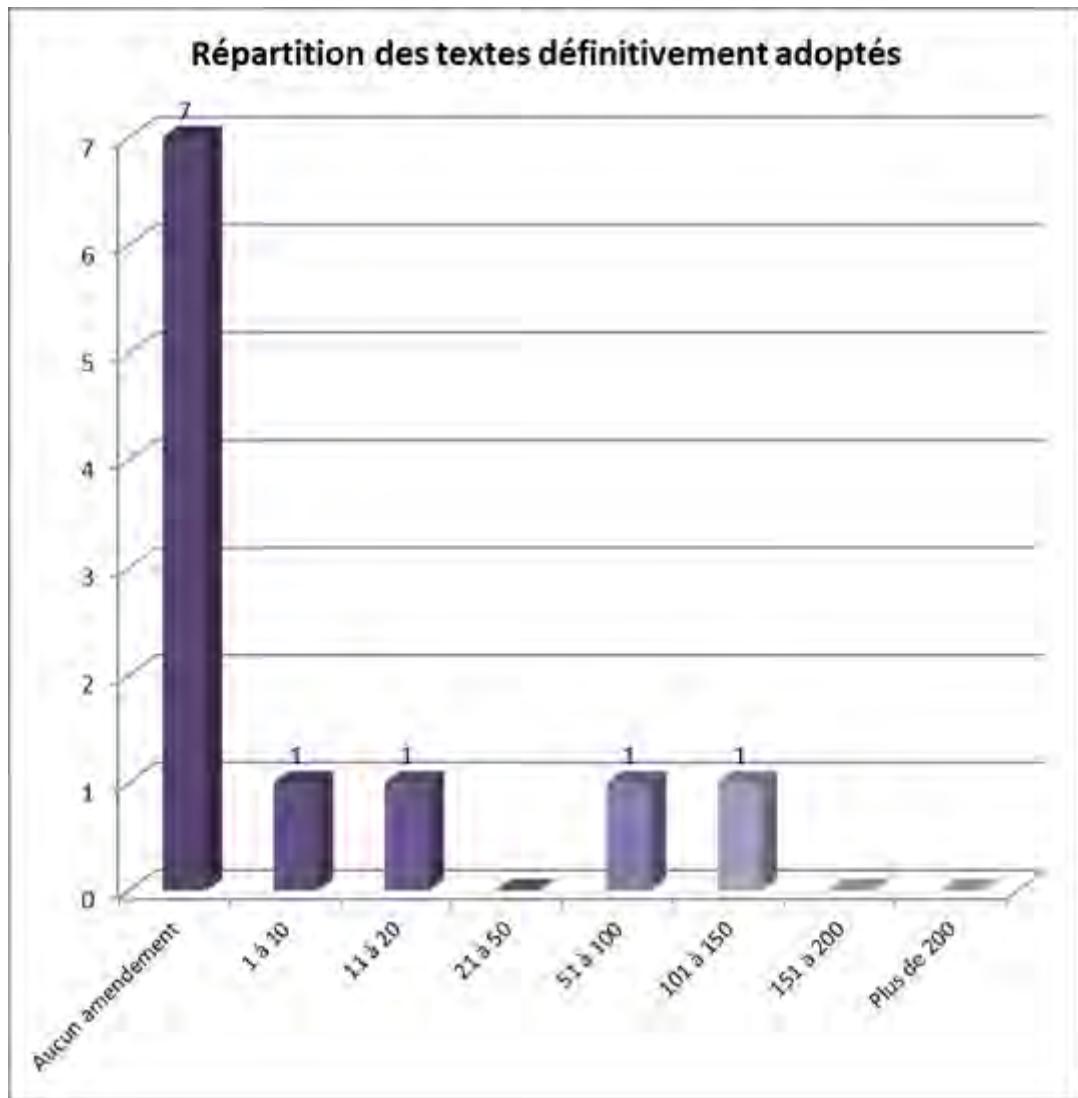


Part des amendements adoptés parmi ceux déposés



4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés ⁽³⁵⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	7 ⁽³⁶⁾	1	1	-	1	1	-	-	11



³⁵ Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

³⁶ Dont 6 conventions internationales.

4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session ⁽³⁷⁾⁽³⁸⁾⁽³⁹⁾

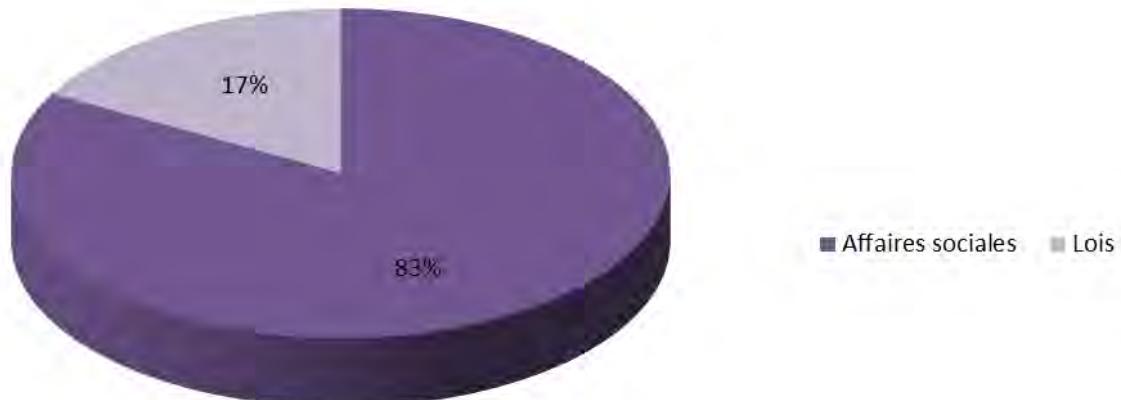
Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires économiques	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires étrangères	Projets	6	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	1	841	154	1163	87
	Propositions	-	-	-	-	-
Défense	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Finances	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Lois	Projets	2	139	26	211	22
	Propositions	1	33	20	12	-
Spéciales	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-

³⁷ Voir aussi annexe V.

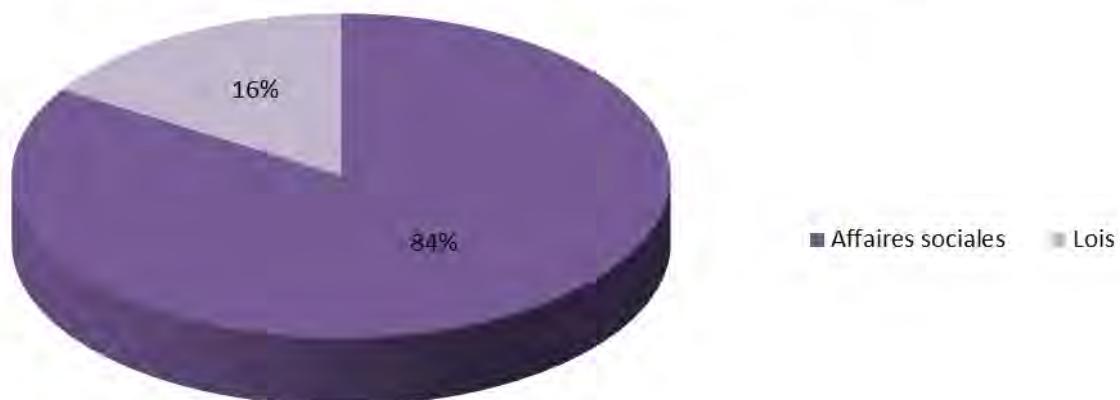
³⁸ Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

³⁹ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'art. 42, al. 2 C., sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

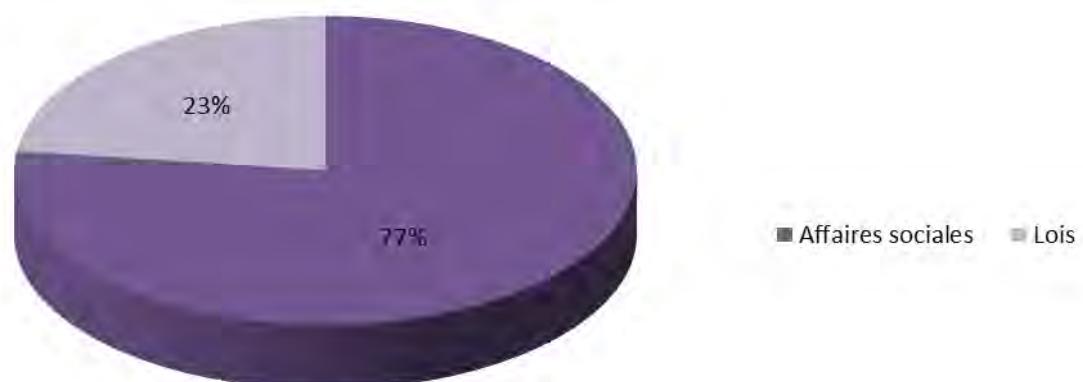
Répartition des amendements déposés en commission



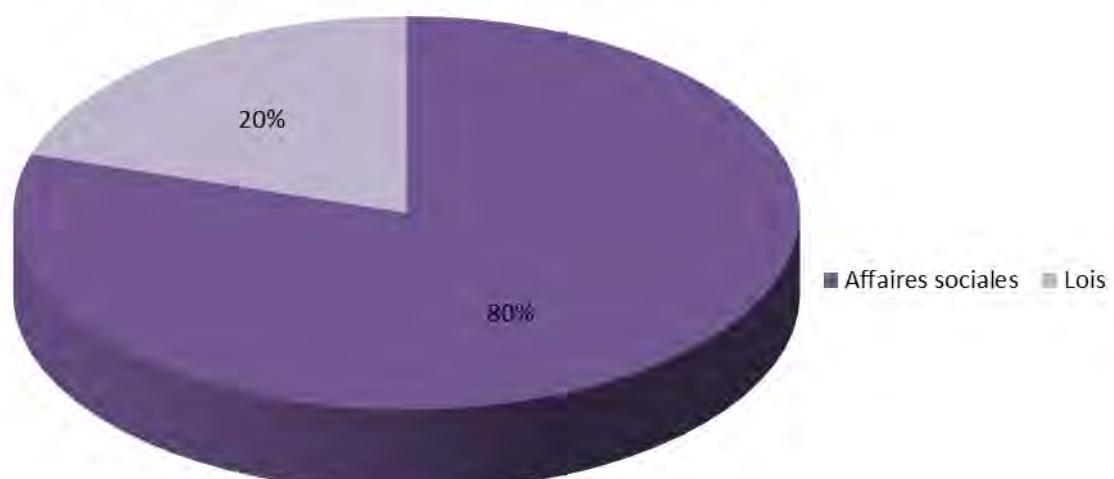
Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements adoptés en séance



4.10. Votes bloqués

- Nombre de demandes	-
----------------------	---

4.11. Scrutins publics

- Solennels (décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.) ⁽⁴⁰⁾	4
- Sur la prolongation d'une intervention des forces armées (en application de l'art. 35 C.)	-
- Sur des motions de procédure	3
- Sur le passage à la discussion des articles	-
- Sur une demande de constitution de commission spéciale	-
- Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
- Sur une demande de suspension de séance	-
- Scrutins ordinaires sur des textes	183
TOTAL	186

- Scrutins secrets <ul style="list-style-type: none"> • <i>à la tribune</i> • <i>dans les salles voisines de la salle des séances</i> 	3 1 2
- Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁴⁰⁾ <ul style="list-style-type: none"> • <i>à l'Assemblée nationale</i> • <i>au Congrès du Parlement</i> 	- 1 -
- Vérifications du quorum	-

4.12. Incidents de séance

- Rappels au Règlement	92
- Faits personnels	-
- Rappels à l'ordre	-

4.13. Décisions du Conseil constitutionnel⁽⁴¹⁾

- Application de l'art. 37, al. 2 C.	2
- Application de l'art. 39 C.	-
- Application de l'art. 41 C.	-
- Application de l'art. 54 C.	-
- Application de l'art. 59 C.	58
- Application de l'art. 61, al. premier C. <i>dont lois organiques</i> <i>dont règlements des assemblées</i>	- -
- Application de l'art. 61, al. 2 C.	4
- Application des art. 74 et 74-1 C.	1
- Application de l'art. 11 C.	-
- Application de l'art. LO 136 du code électoral	1

⁴⁰ Voir annexe IX.

⁴¹ Voir annexe X.

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats⁽⁴²⁾

Tenus à la demande du Gouvernement	3
- <i>dont suivis d'un vote</i>	-
Tenus à la demande des commissions	-
Tenus à la demande d'un groupe politique	-
Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	-
Tenus à la demande de la Conférence des présidents	-

⁴² Voir annexe XI. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽⁴³⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'art. 49, al. premier C.	-
<i>sur son programme</i>	-
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'art. 49, al. 3 C.	-

6.2. Motions de censure

En application de l'art. 49, al. 2 C.	1
En application de l'art. 49, al. 3 C.	-

⁴³ Voir annexe XII.

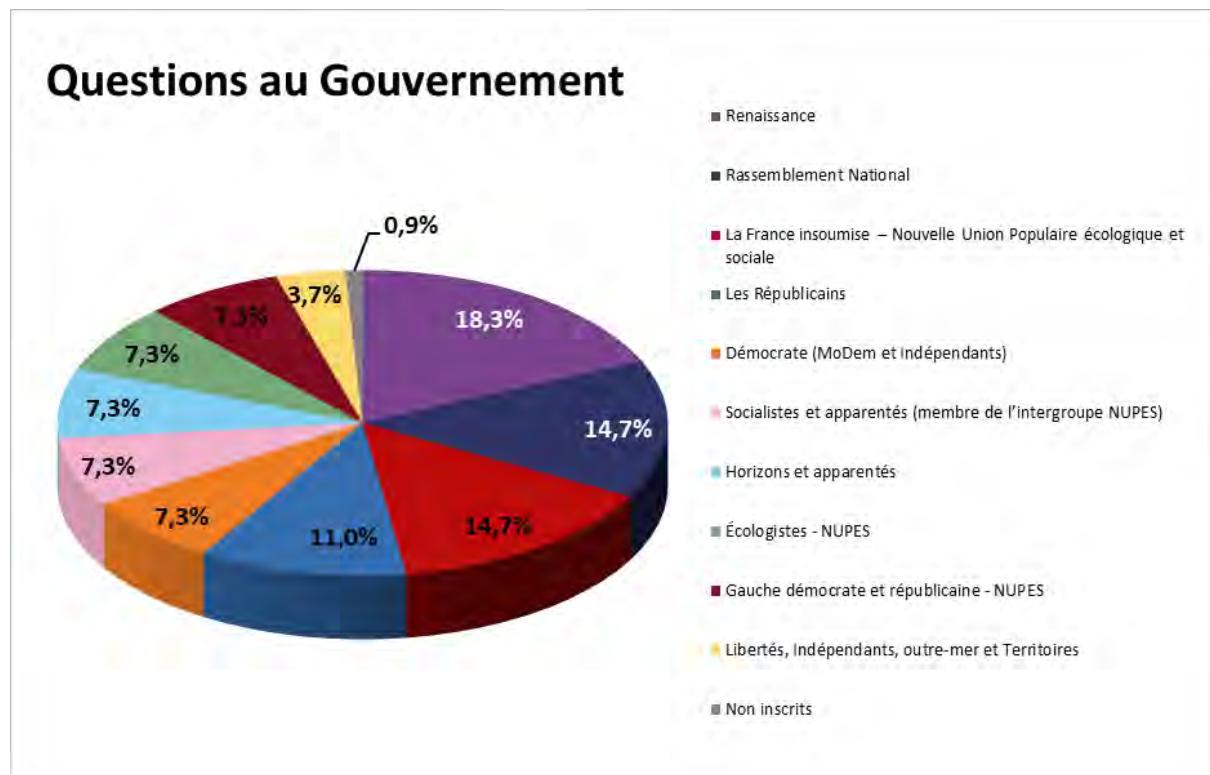
7. QUESTIONS

7. Questions ⁽⁴⁴⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (4 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
Renaissance	20
Rassemblement National	16
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	16
Les Républicains	12
Démocrate (MoDem et Indépendants)	8
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	8
Horizons et apparentés	8
Écologistes - NUPES	8
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	8
Libertés, Indépendants, outre-mer et Territoires	4
Non inscrits	1
Total	109



⁴⁴ Voir annexes XIII.

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat

Aucune séance de questions orales sans débat n'a eu lieu durant la période couverte par le présent recueil.

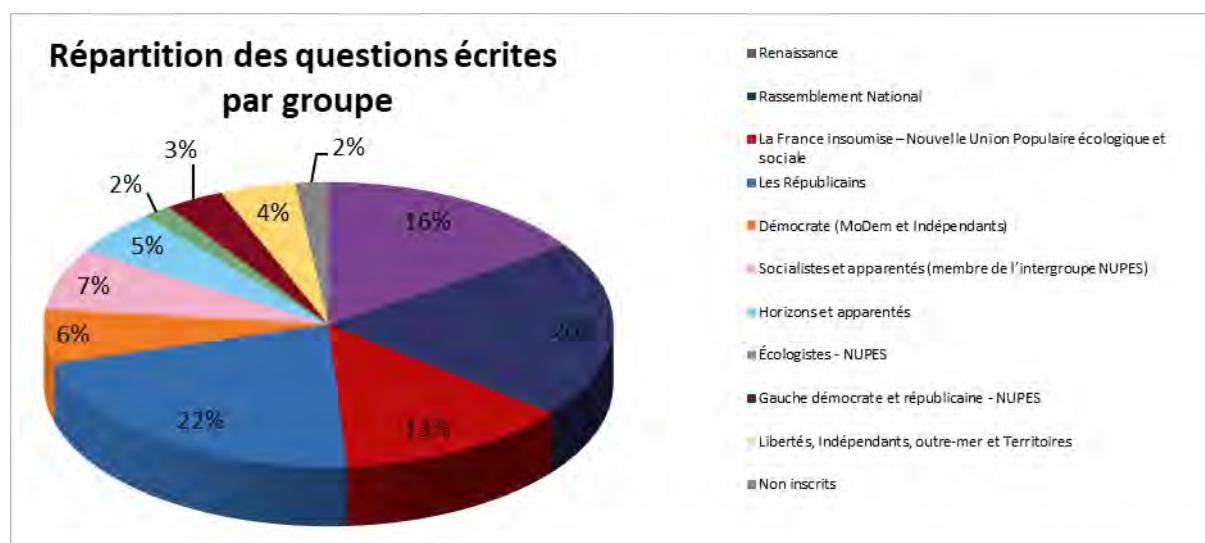
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle

Aucune séance de questions sur une thématique ministérielle n'a eu lieu durant la période couverte par le présent recueil.

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses⁽⁴⁵⁾

Groupes	Nombre de questions ⁽⁴⁶⁾	Nombre de réponses
Renaissance	309	19
Rassemblement National	397	27
La France insoumise – Nouvelle Union Populaire écologique et sociale	262	10
Les Républicains	427	38
Démocrate (MoDem et Indépendants)	122	7
Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe NUPES)	138	6
Horizons et apparentés	101	5
Écologistes - NUPES	33	1
Gauche démocrate et républicaine - NUPES	66	3
Libertés, Indépendants, outre-mer et Territoires	85	4
Non inscrits	37	3
Total	1 977	123



⁴⁵ Voir annexe XIII.

⁴⁶ La Conférence des présidents du mardi 12 juillet 2022 a fixé à 13 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour les mois de juillet à septembre 2022.

Répartition des réponses obtenues par groupe



7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Aucune question écrite signalée durant la période couverte par le présent recueil.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	JOLD	Circonscription
Fin des fonctions gouvernementales le 25 juin 2022	Mme Yaël Braun-Pivet	Mme Yaël Braun-Pivet	26.06.2022	Yvelines (5 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Gabriel Attal	Mme Claire Guichard	24.07.2022	Hauts-de-Seine (10 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Clément Beaune	Mme Clara Chassaniol	24.07.2022	Paris (7 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Élisabeth Borne	M. Freddy Sertin	24.07.2022	Calvados (6 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Gérald Darmanin	M. Vincent Ledoux	24.07.2022	Nord (10 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Olivier Dussopt	Mme Laurence Heydel Grillere	24.07.2022	Ardèche (2 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Marc Fesneau	Mme Mathilde Desjonquères	24.07.2022	Loir-et-Cher (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Olivia Grégoire	Mme Fanta Berete	24.07.2022	Paris (12 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Stanislas Guerini	Mme Caroline Yadan	24.07.2022	Paris (3 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Franck Riester	Mme Patricia Lemoine	24.07.2022	Seine-et-Marne (5 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Olivier Véran	Mme Servane Hugues	24.07.2022	Isère (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Roland Lescure	M. Christopher Weissberg	06.08.2022	Français de l'étranger (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Jean-Noël Barrot	Mme Anne Grignon	06.08.2022	Yvelines (2 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Olivier Becht	Mme Charlotte Goetschy-Bolognese	06.08.2022	Haut-Rhin (5 ^{ème})

Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Carole Grandjean	M. Philippe Guillemard	06.08.2022	Meurthe-et-Moselle (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Agnès Firmin Le Bodo	Mme Agnès Carel	06.08.2022	Seine-Maritime (7 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Geneviève Darrieussecq	M. Fabien Lainé	06.08.2022	Landes (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	M. Hervé Berville	Mme Chantal Bouloux	06.08.2022	Côtes-d'Armor (2 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Sarah El Haïry	M. Luc Geismar	06.08.2022	Loire-Atlantique (5 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Patricia Mirallès	M. Philippe Sorez	06.08.2022	Hérault (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Bérangère Couillard	M. Frédéric Zgainski	06.08.2022	Gironde (7 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Dominique Faure	M. Laurent Esquenet-Goxes	06.08.2022	Haute-Garonne (10 ^{ème})
Démission volontaire	Mme Anne Grignon	-	13.08.2022	Yvelines (2 ^{ème})

1 siège vacant au 30 septembre 2022 ⁽⁴⁷⁾

⁴⁷ Siège vacant suite à la démission volontaire de Mme Anne Grignon, députée des Yvelines, le 12 août 2022.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet de la mission	Date de début de mission Date de fin de mission
Mme Émilie Chandler	Ministre de la justice, garde des sceaux Ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances	Traitement judiciaire des violences intra-familiales	29.09.2022 <i>En cours</i>

Annexe III

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
11.07.2022	Président de la commission d'accès aux documents administratifs	M. Bruno Lasserre	Lois	Favorable (32 pour, 19 contre) 20.07.2022 JO du 21.07.2022	31.08.2022 JO du 01.09.2022
07.07.2022	Présidence du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France	M. Jean Castex	Développement durable	Favorable (26 pour, 10 contre) 27.07.2022 JO du 28.07.2022	17.08.2022 JO du 18.08.2022
28.07.2022	Directrice générale de l'Office national des forêts	Mme Valérie Metrich-Hecquet	Affaires économiques	Favorable (29 pour, 22 contre) 14.09.2022 JO du 15.09.2022	26.09.2022 JO du 27.09.2022
29.07.2022	Directeur général de l'Agence française de développement	M. Rémy Rioux	Affaires étrangères	Favorable (32 pour, 18 contre) 21.09.2022 JO du 22.09.2022	26.09.2022 JO du 27.09.2022
21.07.2022	Présidence du collège de la Commission de régulation de l'énergie	Mme Emmanuelle Wargon	Affaires économiques	Favorable (30 pour, 28 contre) 03.08.2022 JO du 04.08.2022	16.08.2022 JO du 17.08.2022
31.08.2022	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	M. Benoît Vallet	Affaires sociales	Favorable (29 pour, 7 contre) 28.09.2022 JO du 29.09.2022	31.10.2022 JO du 01.11.2022

Annexe IV

Projets de loi rejetés définitivement

Projet de loi (n° 10) de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021.
(séance unique du mercredi 3 août 2022)

Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées

NÉANT

Propositions de loi du Sénat rejetées

NÉANT

Annexe V

Liste chronologique des lois promulguées ⁽⁴⁸⁾

Date de publication au <i>Journal officiel</i>	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁴⁹⁾
22.07.2022	Loi n° 2022-1032 du 22 juillet 2022 autorisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains	Projet	-
29.07.2022	Loi n° 2022-1053 du 29 juillet 2022 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar relatif au statut de leurs forces	Projet	-
29.07.2022	Loi n° 2022-1054 du 29 juillet 2022 autorisant l'approbation de la convention de coopération judiciaire internationale entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies, représentée par le Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie	Projet	-
29.07.2022	Loi n° 2022-1055 du 29 juillet 2022 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Autorité bancaire européenne relatif au siège de l'Autorité bancaire européenne et à ses priviléges et immunités sur le territoire français	Projet	-
30.07.2022	Loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19 *	Projet	16
05.08.2022	Loi n° 2022-1124 du 5 août 2022 autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande et la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède	Projet	-
09.08.2022	Loi n° 2022-1136 du 9 août 2022 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar établissant un partenariat relatif à la sécurité de la Coupe du Monde de football de 2022	Projet	-
10.08.2022	Loi n° 2022-1137 du 10 août 2022 ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	Projet	6
16.08.2022	Loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 *	Projet	107
16.08.2022	Loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat *	Projet	87
16.08.2022	Loi n° 2022-1159 du 16 août 2022 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne *	Proposition	-

⁴⁸ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'art. 61 C.

⁴⁹ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Annexe VI

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 (première lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 (première lecture) ;
- Projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 (lecture CMP) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux relatif au statut et aux activités de la Banque des règlements internationaux en France, et de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et la Banque des règlements internationaux (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande et la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède (première lecture) ;
- Projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (lecture CMP) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 (lecture définitive) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (lecture CMP) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État du Qatar établissant un partenariat relatif à la sécurité de la Coupe du Monde de football de 2022 (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2022 (lecture CMP).

Propositions :

- Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne (lecture CMP).

Annexe VII

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2021-2022

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
01.07.2022	Projet	Sénat	7	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense et au statut de leurs forces sur les territoires caribéens et sud-américain de la République française et du Royaume des Pays-Bas	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.07.2022	Projet	AN	12	autorisant la ratification du Traité entre la République française et la République italienne pour une coopération bilatérale renforcée	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.07.2022	Projet	AN	10	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 ⁵⁰	-	-	-
06.07.2022	Projet	AN	9	maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19	lecture CMP	S	26.07.2022
09.07.2022	Projet	AN	19	portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat	lecture CMP	S	03.08.2022
09.07.2022	Projet	AN	20	autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la banque des règlements internationaux relatif au statut et aux activités de la banque des règlements internationaux en France, et de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et la banque des règlements internationaux	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
14.07.2022	Projet	Sénat	157	autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande et la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède	1 ^{ère} lecture	AN	02.08.2022

⁵⁰ Ce projet de loi a été rejeté définitivement en lecture définitive à l'Assemblée nationale le 3 août 2022.

14.07.2022	Projet	AN	145	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Cour pénale internationale sur l'exécution des peines prononcées par la Cour	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
30.07.2022	Projet	AN	175	autorisant l'approbation de l'accord relatif à la restructuration de la plate-forme douanière de Saint-Louis - Bâle sur l'autoroute A35, en France entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.08.2022	Projet	AN	213	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.08.2022	Projet	AN	214	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la coopération sur les questions de sûreté maritime et portuaire s'agissant spécifiquement des navires à passagers dans la Manche	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
08.09.2022	Projet	Sénat	343	d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
08.09.2022	Projet	AN	219	portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
27.09.2022	Projet	Sénat	443	relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
27.09.2022	Projet	AN	272	de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Annexe VIII

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne <i>Pn AN n° 4883 (XVe législature)</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1ère lecture</i>	19.07.2022	<i>Accord</i>	27.07.2022	26.07.2022	Adoption 27.07.2022
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021 <i>Pj AN n° 10</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1ère lecture</i>	20.07.2022	<i>Échec</i>	27.07.2022	02.08.2022	Rejet en lecture définitive 03.08.2022
Projet de loi maintenant provisoirement un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19 <i>Pj AN n° 9</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1ère lecture</i>	21.07.2022	<i>Accord</i>	25.07.2022	26.07.2022	Adoption 26.07.2022
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale <i>Pj Sénat n° 5063 (XVe législature)</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1ère lecture</i>	28.07.2022	<i>Accord</i>	03.08.2022	03.08.2022	Adoption 03.08.2022
Projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat <i>Pj AN n° 19</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1ère lecture</i>	01.08.2022	<i>Accord</i>	03.08.2022	03.08.2022	Adoption 03.08.2022
Projet de loi de finances rectificative pour 2022 <i>Pj AN n° 17</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1ère lecture</i>	03.08.2022	<i>Accord</i>	04.08.2022	04.08.2022	Adoption 04.08.2022

Annexe IX

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Date de la séance	Objet du scrutin
28.06.2022	Élection du Président de l'Assemblée nationale
29.06.2022	Élection du Bureau de l'Assemblée nationale
26.07.2022	Élection des juges titulaires et suppléants à la Cour de justice de la République

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats	
			Pour	
1	11.07.2022	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par Mme Mathide Panot, MM. Boris Vallaud et Julien Bayou, Mme Cyrielle Chatelain, M. André Chassaigne et 145 de leurs collègues	146	

3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art. 35 C.)

Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2021-2022.

4. Scrutins publics solennels

(Scrutins publics décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 R.)

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
81	21.07.2022	l'ensemble du projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (première lecture)	341	116	21

Nº de scrutin	Date de la séance	Objet du scrutin	Résultats		
			293	146	16
180	26.07.2022	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2022 (première lecture)	293	146	16
186	03.08.2022	l'ensemble du projet de loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (texte de la commission paritaire)	395	112	36
191	04.08.2022	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2022 (texte de la commission mixte paritaire)	292	120	98

Annexe X

Décisions du Conseil constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des assemblées parlementaires

(Application de l'art. 61, al. premier C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'art. 61, al. 2 C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19	Plus de 60 députés	2022-840 DC 30.07.2022	31.07.2022	Conforme
Loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne	Plus de 60 députés	2022-841 DC 12.08.2022	17.08.2022	Conforme
Loi de finances rectificative pour 2022	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs	2022-842 DC 12.08.2022	17.08.2022	Conforme avec réserves
Loi portant mesures d'urgence pour le pouvoir d'achat	Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs	2022-843 DC 12.08.2022	17.08.2022	Conforme avec réserves

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative
 (Application de l'art. 37, al. 2, C.)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique des mots : « le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense » figurant au premier alinéa de l'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure	Première ministre 14.06.2022	2022-299 L 07.07.2022	08.07.2022	Caractère réglementaire
Nature juridique de l'article 4 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République	Première ministre 29.06.2022	2022-300 L 28.07.2022	09.07.2022	Caractère réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact
 (Application de l'art. 39 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir
 (Application de l'art. 41 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités
 (Application de l'art. 54 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés
 (Application de l'art. 59 C.)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>

Constatation de déchéance de plein droit
 (Application de l'article LO 136 du code électoral)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer
 (Application des art. 74 et 74-1 C.)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Demande au Conseil constitutionnel de constater qu'est intervenu dans une matière ressortissant à la compétence de la Polynésie française « l'article 3 de la loi n° 2019-812 du 1er août 2019 relative à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 »	Président de la Polynésie française 16.05.2022	2022-13 LOM 28.07.2022	29.07.2022	Relèvent d'une matière qui est de la compétence de la Polynésie française les mots « et 74 » figurant à la première phrase de l'article L. 112-12, au premier alinéa de l'article L. 112-14 et au 2° de l'article L. 112-15 du code du sport, en tant qu'ils rendent applicables ces articles dans cette collectivité

Référendum d'initiative partagée

(Application de l'art. 11 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Annexe XI

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Type de débat	Suivi d'un vote
06.07.2022	Déclaration de politique générale du Gouvernement	Mme Élisabeth Borne, Première ministre	art. 50-1 C	non
28.07.2022	Déclaration du Gouvernement relative au bilan de la présidence française de l'Union européenne	Mme Laurence Boone, secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée de l'Europe	art. 50-1 C	non
02.08.2022	Déclaration du Gouvernement relative au projet de programme de stabilité pour la période 2022-2027	M. Gabriel Attal, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics	art. 50-1 C	non

Organisés par la Conférence des présidents

Aucun débat tenu à la demande de la Conférence des présidents sur la période couverte par le présent recueil.

Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

Tenus à la demande des groupes politiques

Aucun débat tenu à la demande des groupes politiques sur la période couverte par le présent recueil.

Annexe XII

Engagements de responsabilité et censure (art. 49 C.)

1. Engagements de responsabilité

Le Gouvernement n'a pas engagé sa responsabilité durant la période couverte par le présent recueil.

2. Motions de censure

Dépôt	Prise d'acte	Auteurs	Objet	Conférence des présidents	Date du vote	Majorité requise	Pour
06.07.2022 (19 h 40)	08.07.2022	PANOT Mathilde (LFI-NUPES), VALLAUD Boris (SOC), BAYOU Julien (Ecolo-NUPES), CHATELAIN Cyrielle (Ecolo-NUPES), CHASSAIGNE André (GDR-NUPES) et 145 membres de l'Assemblée	Politique du Gouvernement (Elisabeth BORNE)	Jeudi 07.07.2022	Lundi 11.07.2022	289	146

Annexe XIII

Répartition des réponses aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD
Première ministre : Élisabeth BORNE	3	-
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique : Bruno LE MAIRE	4	-
Intérieur et outre-mer : Gérald DARMANIN	10	-
Europe et affaires étrangères : Catherine COLONNA	4	-
Justice : Éric DUPOND-MORETTI	3	-
Armées : Sébastien LECORNU	-	-
Travail, plein emploi et insertion : Olivier DUSSOPT	5	-
Éducation nationale et jeunesse : Pap NDIAYE	8	-
Enseignement supérieur et recherche : Sylvie RETAILLEAU	3	-
Agriculture et souveraineté alimentaire : Marc FESNEAU	5	-
Transition écologique et cohésion des territoires : Christophe BÉCHU	9	-
Transition énergétique : Agnès PANNIER-RUNACHER	5	-
Culture : Rima ABDUL-MALAK	-	-
Santé et prévention : François BRAUN	11	-
Solidarités, autonomie et personnes handicapées : Jean-Christophe COMBE	3	-
Transformation et fonction publiques : Stanislas GUERINI	1	-
Sports, jeux Olympiques et Paralympiques : Amélie OUDÉA-CASTÉRA	-	-
Renouveau démocratique, porte-parole du Gouvernement : Olivier VÉRAN	1	-
Relations avec le Parlement : Franck RIESTER	-	-
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Isabelle ROME	1	-
Comptes publics : Gabriel ATTAL	6	-
Industrie : Roland LESCURE	1	-
Transition numérique et télécommunications : Jean-Noël BARROT	-	-
Petites et moyennes entreprises, commerce, artisanat et tourisme : Olivia GRÉGOIRE	1	-
Collectivités territoriales : Caroline CAYEUX	2	-
Outre-mer : Jean-François CARENCO	4	-
Commerce extérieur, attractivité et Français de l'étranger : Olivier BECHT	-	-
Enseignement et formation professionnels : Carole GRANDJEAN	-	-
Transports : Clément BEAUNE	4	-
Ville et logement : Olivier KLEIN	1	-
Organisation territoriale et professions de santé : Agnès FIRMIN LE BODO	6	-
Personnes handicapées : Geneviève DARRIEUSSECQ	-	-
Enfance : Charlotte CAUBEL	1	-
Mer : Hervé BERVILLE	1	-
Économie sociale et solidaire et vie associative : Marlène SCHIAPPA	-	-
Citoyenneté : Sonia BACKÈS	1	-

Europe : Laurence BOONE	3	-
Développement, francophonie et partenariats internationaux : Chrysoula ZACHAROPOULOU	-	-
Jeunesse et service national universel : Sarah EL HAÏRY	2	-
Anciens combattants et mémoire : Patricia MIRALLÈS	-	-
Écologie : Bérangère COUILLARD	-	-
Ruralité : Dominique FAURE	-	-
Total	109	-